



International Union for the Scientific Study of Population • IUSSP Union internationale pour l'étude de la population

## Réunion parallèle à la 7eme Conférence Africaine sur la Population

*Johannesburg, Afrique du Sud, 28 novembre 2015.*

Leçons tirées des initiatives locales soutenant les systèmes d'enregistrement des faits d'état-civil et leurs statistiques en Afrique

# *Les déterminants du faible enregistrement des décès à l'Etat Civil au Cameroun: Cas des Mairies des capitales régionales en 2010*

Samuel KELODJOUÉ  
Université de Dschang  
Cameroun

# CONTENU DE L'EXPOSE

- **Introduction**
- **Contexte**
- **Données utilisées**
- **Résultats**
- **Analyse et commentaires des résultats;**
- **Actions innovatrices pour déclencher ou accélérer la déclaration des décès**
- **Conclusion**

# Introduction

- Peu de pays en développement dispose de systèmes nationaux d'enregistrement des décès et d'identification précise de leurs causes fonctionnels.
- Les registres hospitaliers,
  - ont l'avantage de fournir des informations médicales détaillées sur les causes du décès
  - mais produisent des indicateurs de la mortalité non représentatifs de la population étudiée.

.

# Contexte

## Avantages limités de déclaration des naissances au Cameroun

### Actes De Naissances

#### Heureuses

- allocations familiales servies aux salariés,
- l'inscription des enfants dans les écoles,
- les déductions des taxes
- Ce sont aussi des pièces essentielles
- pour les demandes d'emploi,
- de promotion,
- de permis de conduire, ou d'établissement de carte d'identité
- ou de nationalité

### Actes De Décès

#### NEGATIVES

- arrêt des allocations familiales,
- transport des corps,
- succession ou héritage.

Toutefois ils ne sont points exigés pour l'enterrement dans un cimetièrè privé ou public.

Le taux d'emploi formel est encore très faible (10 % )

Le salariat agricole dans les zones rurales camerounaises est presque'inexistant.

L'acte de décès qui devrait constituer dans ce cas une pièce essentielle dans la constitution du capital décès d'un travailleur devient inutile.

# OBJECTIFS DE L'ETUDE

- identifier et évaluer le poids des facteurs socio-économiques et culturelles qui empêchent l'enregistrement des décès à l'Etat civil
- proposer quelques mesures permettant d'améliorer le taux de couverture des décès en zone rurale afin que cette institution puisse jouer socialement et statistiquement le rôle qui est le sien au Cameroun

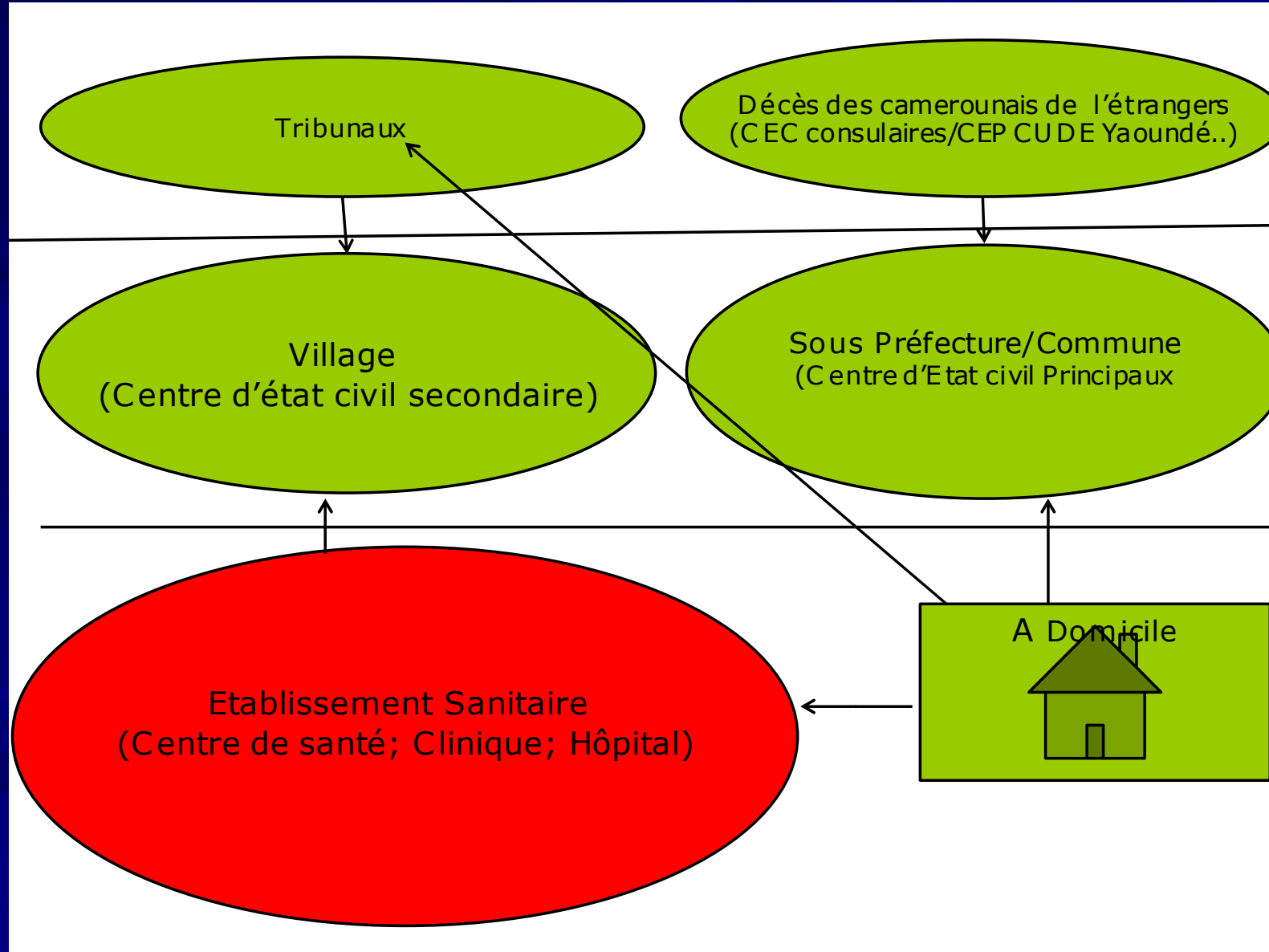
# *Hypothèses*

- La disponibilité et l'accessibilité des services d'Etat Civil influencent le niveau de la déclaration des faits démographiques à l'Etat Civil.
- La connaissance et la perception qu'ont les populations de l'Etat Civil influence le niveau de déclaration des faits démographiques à l'Etat Civil
- Les valeurs culturelles des populations influencent le niveau de déclaration des faits démographiques à l'Etat Civil
- La scolarisation influence la déclaration des évènements démographiques à l'Etat Civil
- La nature ou le type de l'évènement ou fait démographique influence sa déclaration à l'Etat Civil.

# Données et méthodes

1. exploitation des données d'état civil en particulier dans les chefs lieux de régions au Cameroun
2. exploitation enquête de décembre 2004 et janvier 2005 dans les zones rurales des provinces de l'ouest et du nord-ouest.
3. focus group avec les chefs de famille, les groupes de femmes.

## Résumé du cadre legal et administratif de déclaration des décès





# Les variables démographiques contenues dans l'acte de décès.

Evénements	Données prioritaires recueillies	Observations
Décès	<ul style="list-style-type: none"><li>• (Défunt)</li><li>• Date de décès</li><li>• Lieu de décès</li><li>• Date et lieu de naissance</li><li>• Sexe du décédé</li><li>• Etat matrimonial</li><li>• Lieu de résidence du défunt</li></ul>	Pas de cause de décès enregistrées

# RESULTATS (1)

Le tableau ci-dessous donne la répartition des décès collectés entre 2007 et 2008 dans l'ensemble des capitales régionales, par groupes d'âge du décédé.

## Répartition des décès collectés entre 2007 et 2008 par commune et par groupes d'âge du décédé

AGE DU DECEDE		COMMUNE					Total
		GAROUA	BAMENDA	BAFOUSSAM	EBOLOWA	BUEA	
	_ 1 an	16	2	0	2	0	20
	1-4	32	2	0	2	4	40
	5-9	18	1	1	3	0	23
	10-14	11	2	0	3	4	20
	15-19	20	0	5	4	1	30
	20-24	28	15	3	9	7	62
	25-29	28	27	6	11	6	78
	30-34	46	33	8	16	13	116
	35-39	44	43	26	12	18	143
	40-44	67	41	27	14	13	162
	45-49	61	35	20	28	16	160
	50-54	56	40	29	24	19	168
	55-59	38	34	23	10	14	119
	60-64	35	29	18	18	32	132
	65-69	39	36	26	17	23	141
	70-74	22	27	21	19	19	108
	75-79	16	23	13	28	9	89
	80-84	11	13	11	20	11	66
	85-89	7	9	5	9	2	32
	90 et plus	2	3	1	2	1	9
Total		597	415	243	251	212	1718

# RESULTATS (2).

## Principales raisons de non déclarations des décès à l'état civil

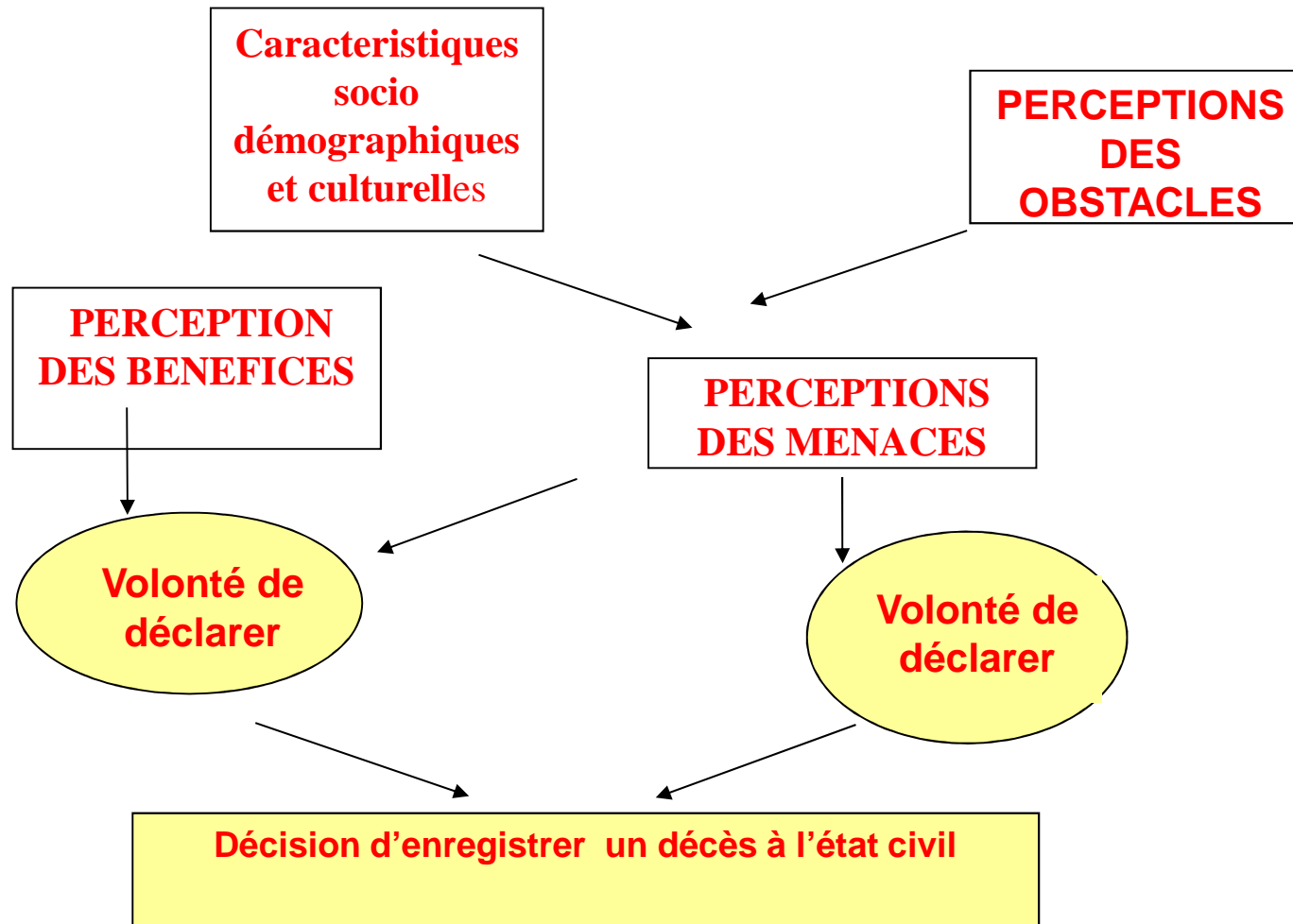
Raisons	% Chefs de ménages
Pas d'argent	1,9
Manque de temps	11,8
Procédure très compliquée	2,1
Considère par la femme comme responsabilité de l'homme	4,4
Eloignement du centre de déclaration	2,9
La déclaration n'est pas utile	25,7
Aucune connaissance de la déclaration des décès	42,7
Autres facteurs culturels et personnels	9,4
Total	100,0

# RESULTATS (3).

## Principales raisons de non déclarations des décès à l'état civil

Raisons	Récits de vie
<b>L'Insuffisance des services d'Etat Civil</b>	le chef du village Bagam (région de l'Ouest Cameroun) affirme que « quand ils ont transformé Batcham en Sous préfecture, mon propre cousin S.E. qui était agent secondaire et qui venait régulièrement ici pour prendre des renseignements et aller faire les extraits des enfants a arrêté de venir ici et personne ne l'a remplacé ».
<b>L'Eloignement des services d'Etat Civil des populations</b>	En effet, G.K., Président des parents d'élèves de babelé, constate que « les parents ne cherchent à déclarer la naissance de leurs enfants lorsque ceux-ci doivent aller à l'école, mieux lorsque les plus chanceux doivent passer le concours d'entrée au collège », c'est-à-dire 7 ans ou 12 ans après leur naissance.
<b>Le Coût de la déclaration des faits démographiques à l'Etat Civil</b>	La déclaration des décès à l'Etat civil exige le paiement d'un droit et de l'achat des timbres. Ce droit si petit qu'il soit, a été évoqué par les populations comme frein à la motivation pour déclarer les faits démographiques. Le coût de la déclaration prend en compte, les frais de transport, les frais d'établissement d'autres documents exigés pour la déclaration et aussi d'autres frais (commission non conventionnelle payée à l'agent pour la rapidité de l'opération). Certains parents préfèrent attendre le moment d'inscrire l'enfant à l'école pour établir son jugement supplétif étant donné qu'il lui sera exigé un jugement supplétif récent pour l'inscription de son enfant à l'école.
<b>Le faible niveau de la scolarisation Considère</b>	Si les naissances des enfants sont déclarées à l'Etat Civil au moment de leur scolarisation, le faible niveau de scolarisation dans les Régions rurales pourrait aussi expliquer la faible déclaration des décès .
<b>Les valeurs culturelles des peuples</b>	En effet, chez les bamiléks, le premier décès d'enfant de la famille nucléaire ne doit pas être rendu publique. Si cela intervient au moment où le défunt est majeur, il est déclaré, mais aucune pleure ne doit être entendue dans la famille. C'est un évènement qu'il faut vite oublier. Comme le signifie O.L. Chef du village de babelé « le premier décès d'enfant de la famille nucléaire s'il est annoncé et que les gens ont pleuré cela apporte des malheurs à la famille »..

## Les déterminants de la décision **Décision d'enregistrer un décès à l'état civil**



# RESULTATS (4).

## Principales stratégies pour améliorer l'enregistrement des décès

Stratégies	% de Chefs de Ménages
Améliorations des conditions de vie et de travail des parties prenantes dans la réalisation de l'Etat Civil	8,4
Disponibilité des ressources pour la formation et recyclage du personnel et en cascade	10,8
Décentralisation des centres et multiplication	26,7
Sensibilisation des parties prenantes	7,4
Education des populations afin d'éliminer les stéréotypes culturels	10,9
Mesures sociales : subventionner la prise en charge des morts des défunts et gratuité totale des faits	23,7
Mesures juridiques de coercition et pou pouvoir contraindre les gens à déclarer les décès à l'état civil réduction des durées et des démarches administratives	10,8
Mise en place d'un système de cahier de population tenue par les chefs de quartiers dans les zones rurales devant servir de première étape dans l'enregistrement des décès	1,9
Total	100,0

## ACTIONS INNOVATRICES POUR DECLENCHER OU ACCELERER LA DECLARATION DES DECES AU CAMEROUN

- adoption des mesures juridiques et coercitives afin de pouvoir contraindre les populations à déclarer les faits d'état civil ;
- mise en place des mesures sociales pour relever l'incomplétude des faits à l'état civil : octroyer certains avantages ceux qui déclarent des décès : somme d'argent ou une machette ; subventionner la prise en charge des morts des dépouilles : gratuité totale des frais d'obsèques dans les cimetières municipaux ;
- implication des chefs de village et de quartiers des villes dans la déclaration des événements survenus hors des formations sanitaires. une - l'élimination de toutes sortes de tracasseries procédurières, administratives et financières. (timbres, frais d'accouchement,



# Conclusion

Les programmes destinés à améliorer la complétude des faits d'état civil devraient prendre en considération le facteur socio-culturel (Kelodjoue, 1995) et le contexte de pauvreté des populations camerounaises.

Il faudrait pour cela mettre en place un cortège de mesures à la fois coercitives et incitatives pour changer le cap parmi lesquelles le transfert des responsabilités de l'enregistrements des décès et de délivrance des actes y afférants aux gardiens de cimetières, les chefs de quartiers dans les villages et villes ou les imans ou autres autorités religieuses témoins obligés de cet événement démographique.

L'Etat doit opérer une véritable révolution en sensibilisant les populations, (décideurs, leaders sociaux et religieux, et populations). en décentralisant les services d'état civil et en améliorant les conditions de vie des secrétaires d'état civil. Les populations rurales surtout doivent se débarrasser de leurs mentalités rétrogrades et déclarer les naissances, mariages et décès, matériaux précieux pour l'étude de la population.

# En définitive

« Lorsque les décès ne sont pas comptés, ni les causes précisées, les autorités ne peuvent mettre au point des politiques de santé efficaces, mesurer leurs effets ou déterminer si les ressources du secteur sont équitablement réparties », a ajouté le Représentant de l'OMS au Sénégal.

MERCI DE VOTRE AIMABLE  
ATTENTION